

Universal Periodic Review (41st session)

Contribution of UNESCO

Algeria

I. Background and framework

<i>Title</i>	<i>Date of ratification, accession, acceptance, or succession</i>	<i>Declarations /Reservations</i>	<i>Recognition of specific competences of treaty bodies</i>	<i>Reference to the rights within UNESCO's fields of competence</i>
Convention against Discrimination in Education 1960	Ratified in 1968	Reservation to this Convention shall not be permitted		Right to education
Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage (1972)	Ratification on 24 June 1974 Committee Member (1978-1980; 1983-1989; 2011-2015)			Right to take part in cultural life
Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage (2003)	Ratification on 15 March 2004 Committee Member (2006-2008; 2014-2018)			Right to take part in cultural life
Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions (2005)	Ratification on 26 February 2015			Right to take part in cultural life

II. Promotion and protection of human rights on the ground

A. Education

1. La Constitution d'Algérie¹ garantit le droit à l'éducation pour tous dans son article 53. L'article 29 dispose que « Les citoyens sont égaux devant la loi, sans que puisse prévaloir aucune discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion ou de toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale. »
2. La loi n° 08-04 de 23 janvier 2008 portant loi d'orientation sur l'éducation nationale² prévoit dans l'article 10 que « l'Etat garantit le droit à l'enseignement à toute algérienne et tout algérien sans discrimination fondée sur le sexe, l'origine sociale ou l'origine géographique. » De plus, l'article 11 garantit « l'égalité des chances en matière de conditions de scolarisation et de poursuite des études après l'enseignement fondamental ».

B. Freedom of opinion and expression

Constitutional and Legislative Framework:

3. Algeria revised its Constitution in 2020³ and included new provisions for the practice of journalism. Article 51 guarantees the freedom of conscience and freedom of opinion whereas article 52 guarantees freedom of expression.
4. Article 54 provides specifically for freedom of the press, “be it written, audiovisual, or on media networks”. It also provides for journalists’ right to access sources of information.
5. Article 55 guarantees the citizens’ right to access, acquire, and transmit information, documents, and statistics. Article 145 of the Constitution includes further provision for an organic law on information.
6. Algeria has yet to introduce an organic law on access to information.⁴ The country did not respond to UNESCO’s annual survey aimed to assess implementation of right to information (RTI) guarantees, mandated by the Decision on Monitoring and Reporting on SDG Indicator 16.10.2 (on public access to information) adopted by the

¹ <http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/f3dc6431d3531afa13a3dbeaed91b0517bc53027.pdf>

² <http://www.unesco.org/education/edurights/media/docs/a7e0cc2805ceafd5db12f8cf3190f43b66854027.pdf>

³ https://constituteproject.org/constitution/Algeria_2020.pdf?lang=en

⁴ <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000369160>

Intergovernmental Council of the International Programme for the Development of Communication at its 31st session in November 2018. The Law on Audio-visual Activities (Law No. 14-04)⁵ adopted in 2014 provides for the establishment of an Audio-visual Regulatory Authority (ARAV). The Criminal Code was amended in 2020 (Law No. 20-06) and in 2021 (Law No. 21-09). Both amendments retained monetary penalties and prison terms between one to three years for dissemination of false or slanderous information.

Implementation of the law:

7. The Audiovisual Regulatory Authority (ARAV) is provided by the Law on Audio-visual Activities (Law No. 14-04) adopted in 2014. ARAV regulates all audiovisual activities in Algeria including terrestrial broadcast, cable, satellite, and all electronic networks. According to reports by civil society organizations, the ARAV has, in recent years, censored programs commenting on the country's leadership, thus infringing on freedom of the media.

Safety of journalists:

8. UNESCO has recorded no killings of journalists in the country since the Organization began systematic monitoring in 2006 [and as of 17 February 2022]. However, non-fatal attacks and cases of harassment of journalists occur in Algeria.

III. Review and specific recommendations

A. Education

Législations, régulations et politiques :

- Loi n° 18-10 du 10 juin 2018 fixant les règles applicables en matière d'apprentissage. – Journal officiel du 13 juin 2018⁶, qui reconnaît l'apprentissage comme un facteur important pour la formation, le développement des objectifs éducatifs et socio-économiques de la société, et contribue à l'insertion professionnelle des jeunes.

⁵ <https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2014/F2014016.pdf>

⁶

https://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_lang=en&p_isn=107257&p_country=DZA&p_count=1180&p_classification=09&p_classcount=138

- Décret exécutif n° 18-95 du 19 mars 2018 fixant les conditions et modalités de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur étrangers.⁷
- Décret exécutif n° 20-340 du 22 novembre 2020⁸ modifie et complète le décret exécutif n° 18-162 du 14 juin 2018⁹ fixant les conditions de création, d'ouverture et de contrôle de l'établissement privé de formation ou d'enseignement professionnel.
- Une nouvelle stratégie nationale d'alphabétisation (SNA) a été adoptée, qui « met à profit les succès et comble les déficits du mécanisme existant précédemment. Certaines composantes de la SNA sont d'ores et déjà mises en œuvre, telles que le développement d'un cadre national de référence des compétences clés pour les apprenants adultes et la promotion d'une approche intergénérationnelle de l'alphabétisation. »¹⁰

Non-discrimination

- La loi n° 08-04 de 23 janvier 2008 ne proscrit pas toute forme de discrimination dans le milieu éducatif.

Enseignement pré-primaire

- La loi n° 08-04 de 23 janvier 2008 prévoit que l'enseignement est gratuit au niveau du pré-primaire mais il n'est pas obligatoire. Selon le Cadre d'Action Education 2030, les états doivent assurer au moins une année d'enseignement pré-primaire obligatoire.

Filles et femmes

- Selon l'article 7 de la Loi n°84-11 du 09 juin 1984 portant code de la famille, modifiée et complétée,¹¹ l'âge minimum du mariage est de 19 ans, mais des exceptions judiciaires permettent de se marier en dessous de cet âge sans que d'âge minimum absolu ne soit précisé. En ne précisant pas l'âge minimum absolu du mariage, les enfants risquent d'être mariés en dessous de l'âge de 16 ans établi par le

7

https://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_lang=en&p_isn=106882&p_country=DZA&p_count=1180&p_classification=09&p_classcount=138

8

https://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_lang=en&p_isn=112081&p_country=DZA&p_count=1180&p_classification=09&p_classcount=138

9

https://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_lang=en&p_isn=107258&p_country=DZA&p_count=1180&p_classification=09&p_classcount=138

¹⁰ <https://uil.unesco.org/fr/education-adultes/bourses-etudes-confintea/lalgerie-adopte-nouvelle-strategie-dalphanbetisation>

¹¹ <https://www.joradp.dz/trv/ffam.pdf>

droit international des droits de l'homme, avec des effets néfastes sur leur droit à l'éducation.

- Aucune disposition légale concernant le droit à l'éducation des filles enceintes et jeunes mères n'a été identifiée.

Réfugiés

- Selon un rapport national, les enfants réfugiés et les enfants migrants jouissent des mêmes droits que les enfants algériens en termes de scolarité et d'aide sociale. Les nécessiteux bénéficient de la prime de scolarité, de la gratuité des manuels et des fournitures scolaires, du transport scolaire, de la restauration et de la couverture sanitaire.¹²

Zones rurales

- Pour répondre à la Recommandation N°129.155 formulée lors du dernier Examen périodique universel (EPU), l'Etat Algérien vise à l'augmentation du nombre des établissements scolaires et des structures de soutien pour permettre le rapprochement des élèves, notamment pour les filles habitant dans des zones enclavées et l'augmentation du nombre d'internats, afin d'encourager la scolarisation des élèves habitant dans des zones enclavées, notamment des filles.¹³

Enfants en situation de handicap

- Pour répondre aux Recommandations N°129.216, N°129.218, N°129.219 et N°129.154 formulées lors du dernier EPU, et « suite aux recommandations du conseil interministériel du 14 juillet 2019 :
 - une commission regroupant quatre départements ministériels a été installée pour la prise en charge et le suivi de la scolarisation des enfants en situation de handicap
 - une note circulaire interministérielle a été adressée en date du 3 septembre 2019 à l'ensemble des directeurs de l'action sociale et de solidarité, des directeurs de l'éducation, des directeurs de la santé et des directeurs de la formation professionnelle, des wilayas à l'effet de veiller au bon déroulement

¹² Rapport national soumis pour la 10^e consultation sur la Convention et Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement.

¹³ Ibid.

de l'opération de la rentrée scolaire 2019-2020 et pour réunir toutes les conditions nécessaires pour la prise en charge scolaire des enfants à besoins spécifiques.

- Une autre commission regroupant le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme a été installée dans le cadre de la Concertation intersectorielle pour la mise en œuvre et le suivi du dispositif d'intégration des enfants en situation de handicap en milieu ordinaire.
- Enfin, une troisième commission mixte (ministère de l'Éducation nationale, Office national des examens et concours et ministère de la Solidarité nationale) a été mise en place pour assurer les conditions nécessaires pour le bon déroulement des examens de fin de cycle primaire, moyen et secondaire des élèves handicapés. »¹⁴

Soutien scolaire

- L'Algérie a rapporté l'organisation de séances de remédiation pédagogique et de soutien scolaire au profit des élèves souffrant de difficultés d'apprentissage.¹⁵

Financement

- Les dépenses publiques allouées à l'éducation en pourcentage de PIB était de 6% en 2019 conformément à ce qui est recommandé par le Cadre d'Action Education 2030.

Recommandations spécifiques :

9. L'Algérie devrait être encouragée à :
 - Introduire au moins une année d'enseignement pré-primaire obligatoire.
 - Réviser le Code de famille, afin d'établir l'âge minimum absolu de mariage lorsqu'il est accordé par un juge, pour assurer une protection du droit à l'éducation des filles.
 - Introduire une protection législative du droit à l'éducation des filles, des femmes enceintes et des jeunes mères.
 - Continuer de soumettre régulièrement des rapports périodiques sur la mise en œuvre des instruments de l'UNESCO, et en particulier, sur la Convention concernant la lutte

¹⁴ <https://education-profiles.org/fr/afrique-du-nord-et-asi-occidentale/algerie/~inclusion>

¹⁵ Rapport national soumis pour la 10^e consultation sur la Convention et Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement

contre la discrimination.

- Partager avec l'UNESCO toute information pertinente pour la mise à jour du profil pays de [l'Observatoire de l'UNESCO sur le droit à l'éducation](#) ainsi que [Son Atlas : Suivi du droit à l'éducation des filles et des femmes](#).

B. Freedom of opinion and expression

10. It is recommended that Algeria introduce an access to information law that is in accordance with international human rights standards.
11. Algeria is encouraged to co-operate with UNESCO's annual survey instrument to measure global progress on access to information, and to consider including relevant information in their Voluntary National Reviews under the SDGs.
12. It is recommended that Algeria decriminalize defamation and place it under a civil code that is in accordance with international human rights standards.
13. It is recommended that Algeria ensure that its Audio-visual Regulatory Authority (ARAV) operates with full respect of international human rights standards.

C. Cultural Rights

14. As a State Party to the Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage (1972), the Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage (2003) and the Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions (2005), Algeria is encouraged to fully implement the relevant provisions that promote access to and participation in cultural heritage and creative expressions which are conducive to implementing the right to take part in cultural life as defined in article 27 of the Universal Declaration of Human Rights and article 15 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. In doing so, Algeria is encouraged to give due consideration to the participation of communities, practitioners, cultural actors and civil society organizations as well as vulnerable groups (minorities, indigenous peoples, migrants, refugees, young peoples and peoples with disabilities), and to ensure that equal opportunities are given to women and girls to address gender disparities.

D. Freedom of scientific research and the right to benefit from scientific progress and its applications

15. Algeria did not submit its National Report on the implementation of the Recommendation on Science and Scientific Researchers (2017) for the consultation period from 2018 to 2021. Therefore, Algeria is encouraged to report to UNESCO on its implementation actions, especially noting legislative or other measures adopted by it with the aim to ensure application of these norms and standards in national law, policy and practice paying particular attention to the legal provisions and regulatory frameworks which ensure the implementation of human rights of scientific researchers themselves (rights of association, freedom of research, expression and publication, etc.) as well as human rights obligations related to the practice of science generally; the human rights related to access to and uses of scientific knowledge through education; the principle of non-discrimination, requiring, in this case, active promotion of women and girls entering scientific careers, as well as protections for human rights of human subjects of research. Algeria is encouraged to provide input on issues covered by the 2017 Recommendation in its national report to the UPR allowing thereby a discussion thereon and the formulation of specific recommendations. Additionally, Algeria is urged to consider expanding the scope of application of freedom of expression to include scientists and scientific researchers.